

Le conflit pourrait accélérer la transition d'une ère de suprématie des États-Unis vers une ère de désordre concurrentiel, dans laquelle les États du Moyen-Orient manœuvreraient entre des puissances rivales au lieu de dépendre d'elles.

John Calabrese, maître de conférences, Université Américaine, Washington DC, et chercheur principal non résident au Middle East Institute.

L'ACCÉLÉRATION DE L'ORDRE DE DIVERSIFICATION STRATÉGIQUE AU MOYEN-ORIENT

L'impact le plus significatif de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran pourrait résider dans le fait que ce conflit redéfinisse la manière dont les États de la région perçoivent la fiabilité, la modération et l'utilité stratégique des grandes puissances. La guerre n'est pas simplement un événement militaire dont l'importance sera déterminée par les résultats sur le champ de bataille. C'est un signal stratégique – qui est interprété avec attention à Riyad, Ankara, Abou Dhabi, Le Caire et au-delà – et le signal reçu n'est pas celui que Washington avait l'intention d'envoyer.

LES LIMITES DE LA PRÉÉMINENCE DES ÉTATS-UNIS

Pendant près de trois quarts de siècle, les États-Unis ont articulé leur stratégie au Moyen-Orient autour d'une logique cohérente, bien que souvent controversée, selon laquelle la puissance des États-Unis soutenait la stabilité régionale, étouffait les menaces avant qu'elles ne se propagent, garantissait la libre circulation du pétrole à travers des détroits maritimes stratégiques et étendait un parapluie de sécurité permettant aux gouvernements alliés de repousser les décisions difficiles. Cette logique n'a jamais été exempte de critiques, et sa mise en œuvre n'a jamais été exempte d'erreurs.

Cette architecture est aujourd'hui visiblement mise à rude épreuve pour des raisons qui sont antérieures au conflit avec l'Iran, mais que celui-ci a considérablement accélérées. Le problème fondamental n'est pas seulement que les États-Unis aient recouru à la force.

C'est que leur force a produit à maintes reprises des résultats qui contredisent la logique de stabilité invoquée pour la justifier. L'invasion de l'Irak en 2003 a démantelé l'équilibre des pouvoirs régional et permis l'expansion iranienne que la politique des États-Unis tente de contenir depuis deux décennies. Les interventions en Libye ont contribué à créer un État défaillant qui est devenu un vecteur d'instabilité dans toute l'Afrique du Nord. Le retrait d'Afghanistan a envoyé un message sur la capacité de résistance des États-Unis que toute la région avait déjà saisi bien avant le conflit actuel.

La guerre en Iran ajoute une nouvelle dimension à ce schéma. Les objectifs de la guerre ont été incohérents dès le début, ils ont oscillé entre la neutralisation de la capacité nucléaire de l'Iran et les ambitions plus amples de changement de régime ou de transformation stratégique. Le fossé entre le discours de détente et le comportement militaire a été suffisamment large pour être perçu dans toute la région. Les lignes rouges ont changé, les dynamiques d'escalade se sont révélées difficiles à contrôler.

Le conflit a exacerbé les doutes, non pas sur la puissance des États-Unis en soi, mais sur la fiabilité, la compétence et le jugement stratégique qui guident son utilisation. Ils ne sont pas synonymes, et cela depuis longtemps. La capacité militaire des États-Unis reste sans aucun doute inégalée en termes de puissance de feu, de logistique, de sophistication technologique et de capacité de destruction. Mais la capacité militaire n'est qu'un élément parmi d'autres de ce qui fait d'une puissance extérieure un partenaire stratégique utile. Les gouvernements régionaux accordent de plus en plus

d'importance non seulement à savoir qui est capable d'exercer sa puissance militaire, mais aussi qui peut la traduire en résultats politiques durables sans provoquer une escalade incontrôlée.

Les acteurs régionaux ne sont pas naïfs à cet égard. Ils constatent que les administrations états-uniennes changent de priorités à chaque cycle électoral. Ils observent que les garanties de sécurité sont conditionnelles, que les alliances sont instrumentalisées et que les États-Unis ont, à maintes reprises, réajusté ou abandonné leurs engagements lorsque les priorités nationales ou stratégiques ont changé. Le conflit avec l'Iran n'a pas créé ces perceptions, il les a renforcées.

Pour de nombreux gouvernements de la région, le principal risque stratégique ne tient plus seulement aux efforts de l'Iran pour accroître son influence et contester l'ordre régional. Il comprend également le danger d'être entraînés dans des conflits impulsés par des puissances extérieures sur lesquels leur marge de manœuvre demeure limitée, ainsi que l'érosion de leur confiance dans leur capacité à en maîtriser les dynamiques ou à en contenir l'escalade.

LA CHINE : LA GRANDE GAGNANTE DE L'HYPEREXTENSION DES ÉTATS-UNIS

La position de la Chine dans l'ordre en mutation au Moyen-Orient est souvent interprétée de manière erronée, soit comme celle d'une puissance hégémonique émergente s'appêtant à combler le vide laissé par le retrait des États-Unis, soit comme celle d'un acteur économique distant sans rôle stratégique significatif. Aucune de ces descriptions ne reflète la réalité. L'avantage de Pékin est structurel et comparatif, plutôt qu'absolu. La Chine n'est pas en train de « gagner la faveur » du Moyen-Orient. Elle tire profit des pertes que Washington s'est lui-même infligées.

Pour comprendre la position de la Chine, il faut d'abord connaître ses véritables vulnérabilités dans la région. Pékin dépend fortement de l'énergie du Golfe, une dépendance qui persistera malgré le développement des énergies renouvelables. Les investissements de l'initiative « La Ceinture et la Route » traversent des zones politiquement instables. Les routes maritimes passant par le détroit d'Ormuz et la mer Rouge sont essentielles au commerce chinois, mais Pékin n'est pas en mesure d'en garantir la sécurité. La Chine ne dispose ni de réseaux d'alliances régionales, ni de capacité militaire expéditionnaire, ni de quelconques engagements en matière de sécurité que de telles fonctions exigeraient. Par conséquent, un conflit régional prolongé se traduit par une exposition économique directe.

Cependant, la guerre en Iran renforce la position diplomatique de la Chine, tout en accentuant ces vulnérabilités. Ce paradoxe apparent reflète un décalage entre ce que recherchent les États de la région et ce que propose Pékin. Ils ne cherchent pas un nouveau protecteur ; l'expérience historique avec les protecteurs extérieurs a été, au mieux, mitigée. En revanche, ils privilégient des alliances diversifiées qui réduisent leur dépendance vis-à-vis de la volatilité d'une seule puissance. La Chine, malgré ses limites, se présente comme un pays engagé

La Chine n'est pas en train de remplacer l'ordre dominé par les États-Unis. Elle tire profit de l'érosion de cet ordre, sans avoir à en assumer les responsabilités qui en découlent

sur le plan économique, modéré dans sa rhétorique et délibérément opposé à toute escalade.

Pékin a activement cultivé cette position, en mettant l'accent sur la souveraineté et la solution diplomatique, tout en opposant son approche à ce qu'elle qualifie de « militarisme américain ». Il s'agit, en partie, d'un discours construit. Mais les récits gagnent en force lorsqu'ils correspondent au comportement observé. Pour de nombreux gouvernements régionaux, la conduite des États-Unis pendant le conflit avec l'Iran a renforcé la crédibilité de la Chine. L'accord de normalisation entre l'Arabie saoudite et l'Iran en 2023, négocié par Pékin, avait déjà démontré que la Chine pouvait obtenir des résultats diplomatiques dans des domaines où Washington s'était montré plus intransigeant ; un événement qu'un politologue émirati a décrit comme le début d'une nouvelle « ère post-américaine dans le Golfe ». Le conflit actuel pourrait renforcer cette perception.

La différence analytique clé réside dans le fait que la Chine ne remplace pas l'ordre dirigé par les États-Unis. Elle tire profit de l'érosion de cet ordre. Ce sont là deux choses fondamentalement différentes. La première impliquerait que la Chine assume les charges en matière de sécurité, les engagements institutionnels et les risques politiques inhérents à cet ordre dans une région complexe. La Chine ne montre aucun intérêt à cet égard. La seconde exige seulement que la Chine reste relativement prévisible, économiquement importante et bien positionnée sur le plan rhétorique, tandis que les États-Unis sapent leur crédibilité d'une manière qui améliore la position relative de Pékin sans lui imposer d'assumer les responsabilités correspondantes.

RUSSIE : OPPORTUNISME AU MILIEU D'UN DÉCLIN CONTRÔLÉ

Le rôle de la Russie dans l'ordre régional en mutation diffère fondamentalement de celui de la Chine. Pékin tire parti de son poids économique et d'une relative modération. Moscou agit à partir d'une position de faiblesse structurelle qu'elle compense par une déstabilisation tactique. Son influence au Moyen-Orient reste réelle, mais elle est de plus en plus opportuniste. La Russie est moins intéressée par la construction d'un nouvel ordre régional que par le fait d'empêcher la consolidation d'un ordre fondé sur les préférences occidentales.

Cette approche reflète à la fois une intention stratégique et une contrainte matérielle. La Russie n'a pas les moyens économiques de rivaliser sérieusement avec les États-Unis ou la Chine en tant que fournisseur de biens



L'avantage de la Russie ne réside pas dans sa capacité à instaurer un ordre supérieur, mais dans sa capacité à fonctionner efficacement au sein même de cette instabilité chronique

publics régionaux. Sa capacité militaire est limitée par la guerre en Ukraine, son économie reste vulnérable aux sanctions et à des faiblesses structurelles, et sa capacité à projeter une puissance durable dans toute la région est limitée. Bien qu'elle ait signé un vaste accord stratégique avec Téhéran en janvier 2025, la Russie s'est contentée de condamner de manière symbolique les attaques des États-Unis et d'Israël et elle s'est abstenue d'apporter une aide militaire significative, ce qui confirme que Moscou n'est plus en mesure d'influencer la dynamique de sécurité au Moyen-Orient et qu'elle s'efforce, en revanche, de conserver les derniers vestiges de son influence.

Ce que Moscou peut encore offrir est quelque chose de différent : une souplesse diplomatique, des relations en matière d'armement, une coordination énergétique par le biais de l'OPEP+, et une volonté de contester les préférences des États-Unis sans imposer de conditions politiques. La fermeture du détroit d'Ormuz a entraîné une hausse des prix du pétrole, ce qui a apporté des re-

cettes indispensables au budget de l'État russe, déjà mis à mal ; un gain inattendu tiré d'une crise que Moscou n'a rien fait pour éviter. L'avantage comparatif de la Russie ne réside pas dans sa capacité à proposer un ordre supérieur, mais dans sa capacité à opérer efficacement au cœur même de cette instabilité chronique.

Contrairement à la Chine, qui a en fin de compte besoin d'un environnement régional relativement prévisible pour protéger ses flux commerciaux et énergétiques, Moscou gagne souvent en influence précisément là où l'incertitude, la méfiance et la rivalité géopolitique s'intensifient. Le conflit avec l'Iran n'a fait qu'accélérer l'émergence d'un tel environnement.

L'ESSOR DE LA DIVERSIFICATION STRATÉGIQUE

L'évolution géopolitique la plus déterminante qui découle du conflit avec l'Iran ne se joue pas principalement à Washington, Pékin ou Moscou. Il se joue dans les calculs stratégiques des États de la région eux-mêmes ; dans le réajustement de plus en plus systématique qui s'opère à Riyad, Abou Dhabi, Ankara, Le Caire et ailleurs.

Ces États ne prennent pas parti dans une nouvelle guerre froide. Les gouvernements du Moyen-Orient ne recherchent pas un alignement idéologique, mais ils s'interrogent sur des questions plus immédiates : quelles relations renforcent notre autonomie, quelles dépendances créent une vulnérabilité et quels acteurs extérieurs sont suffisamment fiables pour collaborer avec eux sans créer de nouveaux risques.

Les réponses tendent de plus en plus vers un alignement multivectoriel et une diplomatie transactionnelle conçues pour maximiser la flexibilité. Cette tendance se retrouve dans le comportement de toute la région.

Rencontre entre le président russe, Vladimir Poutine, et le président des EAU, Mohammed Ben Zayed Al Nahyane. Moscou, le 29 janvier 2026./SEFA KARACAN/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

L'Arabie saoudite a rétabli ses relations diplomatiques avec l'Iran grâce à un accord facilité par Pékin, tout en cherchant à obtenir des garanties de sécurité et de coopération en matière de défense de la part des États-Unis. Elle a ensuite rejoint les BRICS en janvier 2024, une décision que le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhan Al Saoud, a qualifiée de « canal avantageux et important » pour la coopération économique, plutôt que d'engagement idéologique.

Les Émirats arabes unis ont renforcé leurs liens technologiques avec les États-Unis grâce à un partenariat de 1,5 milliard de dollars conclu avec Microsoft par l'intermédiaire de leur entreprise phare spécialisée dans l'intelligence artificielle, G42, tout en conservant une importante infrastructure technologique chinoise, ce qui a poussé les États-Unis à faire pression sur G42 pour l'obliger à choisir entre Washington et Pékin ; une exigence qu'Abou Dhabi a contournée en désinvestissant officiellement dans des entreprises chinoises, tout en conservant une ambiguïté stratégique plus large.

La Turquie, membre de l'OTAN, a acquis le système de défense aérienne russe S-400 en 2019, ce qui a entraîné son exclusion du programme F-35; une mesure qui, selon les analystes, visait principalement à affirmer son indépendance stratégique vis-à-vis des alliés de l'OTAN, plutôt qu'à s'aligner réellement sur Moscou. En 2025, la politique étrangère de la Turquie continuait de se définir moins par un choix de camp que par la gestion de l'exposition au risque et le maintien de son influence dans de multiples contextes, notamment son rôle de médiateur clé entre la Russie et l'Ukraine.

Ces alliances ne constituent ni des blocs cohérents, ni un réalignement idéologique. Elles fonctionnent plutôt comme des mécanismes de sécurité qui se chevauchent dans une région marquée par l'incertitude quant à la fiabilité des acteurs extérieurs. L'hypothèse sous-jacente n'est pas que les États-Unis se retirent du Moyen-Orient, mais qu'aucune puissance extérieure, y compris les États-Unis, ne peut être considérée comme un garant de stabilité totalement fiable.

Cette évolution est renforcée par la persistance probable de la puissance iranienne. Si Téhéran sort du conflit affaibli mais consolidé politiquement et stratégiquement adaptable, les gouvernements régionaux pourraient considérer ses capacités de dissuasion et ses réseaux de représentants comme des caractéristiques structurelles durables, plutôt que comme des défis temporaires. Dans ces conditions, la diversification des risques devient moins un choix qu'une nécessité inhérente au contexte même de la sécurité régionale.

L'ordre émergent n'est donc pas multipolaire au sens classique du terme. Il s'agit d'un ordre « de diversification stratégique » dans lequel les États régionaux considèrent toutes les puissances extérieures comme à la fois utiles et potentiellement risquées : des sources d'influence, mais aussi des sources d'exposition.

Cela marque un changement plus profond dans la géopolitique du Moyen-Orient. Même les États qui, autrefois, organisaient leurs stratégies autour de la prééminence des États-Unis agissent désormais en partant du principe que la dépendance en soi est devenue un lest. La résilience exige de plus en plus de diversification,

Ce qui caractérise cette ère émergente n'est pas de savoir qui dirige la région, mais l'absence totale de tout élément exerçant un leadership

une distance contrôlée et une capacité de manœuvre soutenue entre des pôles externes concurrents, plutôt que la dépendance vis-à-vis d'un seul d'entre eux.

CONCLUSION

Lorsqu'on analyse les conséquences géopolitiques du conflit avec l'Iran, on est tenté de recourir à un scénario simpliste selon lequel la Chine remplacerait les États-Unis en tant que nouvelle puissance hégémonique, comblant ainsi le vide laissé par la surexpansion des États-Unis. Ce scénario est erroné, non seulement parce que la Chine n'a ni la capacité ni la volonté d'assurer la sécurité régionale, mais aussi parce qu'il part du principe que l'ordre régional doit nécessairement être hégémonique, et que la prééminence est toujours remplacée, plutôt que diluée.

La conclusion la plus pertinente est celle qui s'éloigne d'une vision ordonnée. La guerre en Iran pourrait marquer un tournant, non pas en raison de l'émergence d'une puissance qui prendrait le relais, mais en raison de l'érosion croissante des conditions qui rendent possible un ordre régional hiérarchique. La supériorité militaire des États-Unis restera incontestable dans un avenir prévisible, mais elle est de plus en plus dissociée de la capacité à générer une cohésion stratégique. La question n'est plus de savoir qui peut s'imposer dans un conflit, mais qui peut apporter la prévisibilité et la cohérence nécessaires à l'alignement à long terme et aux décisions d'investissement.

C'est sur ces aspects – légitimité, prévisibilité et cohérence stratégique – que les performances des États-Unis se sont le plus nettement affaiblies, et ce sont ces lacunes qui structurent désormais le comportement régional. La Russie continuera d'exploiter l'instabilité sans être capable de l'organiser. La Chine étendra ses liens économiques et sa présence diplomatique sans assumer de charges en matière de sécurité. Les États de la région continueront à se couvrir mutuellement, en diversifiant et en compartimentant leurs relations, forgeant ainsi leur résilience face, précisément, à la volatilité des puissances, y compris celle des États-Unis.

Le résultat n'est pas une transition d'un ordre à un autre, mais un glissement vers une situation plus durable : le désordre concurrentiel. Il s'agit d'un système dans lequel aucune puissance extérieure ne peut imposer de structure de manière fiable, où les États de la région agissent selon un équilibre constant plutôt que selon un alignement stable, et où la domination militaire des États-Unis coexiste avec une centralité stratégique en déclin. La caractéristique qui définit cette ère émergente n'est pas de savoir qui dirige la région, mais l'absence totale de tout élément exerçant un leadership./